

Nicolas Baverez : "La liberté, première victime du Covid-19 ? "

Par Denis Lafay - La Tribune - 27/03/2020, 6:10

LE MONDE D'APRES. Impuissance des démocraties occidentales ; emballement du populisme ; échec supplémentaire pour l'Europe ; nouvelle guerre froide entre démocratie et régimes autoritaires : voilà, analyse l'économiste et historien Nicolas Baverez, quelques-uns des périls politiques que la catastrophe sanitaire d'ores et déjà révèle ou pourrait exercer sur l'ensemble de la planète. "Le destin de l'Occident se confond avec la double aventure de la raison et de la liberté", poursuit l'essayiste, pronostiquant que cette liberté cristallisera l'affrontement politique, stratégique et idéologique inhérent à l'après-coronavirus. Le salut, c'est-à-dire la nécessité de discernement, de courage et d'engagement, résulte peut-être des attributs de toute crise aussi majeure que cette pandémie : "elle oblige à regarder le monde tel qu'il est et non tel que nous aimons à le rêver", complète l'auteur de *L'Alerte démocratique* (L'Observatoire, février 2020). Qui, comme une éclatante illustration de l'indicible "moment" que nous traversons, convoque Jean Giono et ses lumineux enseignements sur "l'humanité des hommes" que l'épidémie de choléra lui inspira dans *Le Hussard sur le toit*.

Dans *Le Hussard sur le toit*, Jean Giono raconte les aventures d'Angelo Pardi, colonel italien qui, contraint à l'exil pour avoir tué en duel un officier autrichien, part à la recherche de son ami Giuseppe au cœur de l'année 1832, dans une Provence ravagée par le choléra. "*Le choléra*, explique-t-il, *est un révélateur, un réacteur chimique qui met à nu les tempéraments les plus vils ou les plus nobles*". Il en va aujourd'hui de même de l'épidémie de coronavirus qui jette une lumière crue non seulement sur le grand écart des comportements humains - de l'héroïsme à l'irresponsabilité et la lâcheté - mais aussi sur la fragilité des systèmes de soins, les déséquilibres du capitalisme mondialisé, la désintégration des sociétés, l'insuffisance des capacités de gestion des crises et l'effondrement de la gouvernance mondiale.

La pandémie se mondialise, 2,6 milliards d'hommes - soit le tiers de l'humanité - étant désormais confinés. Elle présente aujourd'hui un quadruple visage. Elle se stabilise en Asie ; elle touche de plein fouet l'Europe ; elle va atteindre les Etats-Unis avec des conséquences redoutables tant sur la population car 29 millions d'Américains ne disposent d'aucune assurance santé que sur l'économie ; elle reste occultée dans les pays autoritaires pour des raisons idéologiques - notamment en Russie ou en Iran - et dans le monde émergent - Afrique en tête - qui ne dispose le plus souvent pas de systèmes de santé performants. Au total, le coronavirus représente la pire crise sanitaire depuis la grippe espagnole qui tua entre 50 et 100 millions de personnes en 1918.

Chocs économique et politique

Le choc est économique, avec une récession de 3 à 5 % de l'activité mondiale en 2020 et la déstabilisation de l'économie de bulle reposant sur l'accumulation de quelque 300 000 milliards de dollars de dettes publiques et privées. Il est surtout politique. L'épidémie de

coronavirus soumet les nations à un test impitoyable de leur capacité de résilience et de gestion de crise. Elle exacerbe les tensions du système international, notamment la confrontation stratégique entre les Etats-Unis et la Chine et, à travers elle, la lutte entre la démocratie et les nouveaux régimes autoritaires. Elle souligne le fossé qui se creuse entre la montée des risques globaux et le démantèlement des principes, des institutions et des règles qui organisaient la coopération entre les nations.

Par la pression qu'elle exerce sur les dirigeants et sur les systèmes de gouvernance, sur les économies et les sociétés, la crise relève d'une forme de guerre. Et force est de constater que les démocraties, à l'exception notable de l'Asie, l'abordent dans des conditions très défavorables, dominées par l'impréparation, la confusion et la division. Venant après le krach de 2008 et les vagues d'attentats djihadistes, s'inscrivant sur fond de flambée du populisme et de remontée des risques stratégiques, cette crise représente un ultime avertissement que les démocraties doivent entendre, sauf à mettre la liberté politique en très grand danger.

Retournement de la mondialisation

La pandémie accélère tout d'abord le retournement de la mondialisation qui s'affirme depuis la crise financière de la fin des années 2000. Les risques liés à l'étirement des chaînes de valeur et à la dépendance à la Chine s'ajoutent désormais à la lutte contre le changement climatique pour conforter le mouvement de démondialisation.

L'économie mondiale se restructure autour de grands blocs régionaux, dont les relations mêlent compétition, coopération et confrontation. La deuxième tendance de fond concerne le repli sur les nations et le renouveau des frontières, avec pour corollaire l'effondrement de la solidarité, y compris au sein de l'Union européenne.

Une nouvelle progression de l'étatisation est inéluctable, liée aux mesures de confinement qui touchent près de 2 milliards de personnes dans le monde, mais aussi aux dépenses et aux garanties publiques indispensables pour la survie des entreprises, donc de la croissance potentielle et des emplois. La crise creuse enfin les inégalités sociales et la polarisation des individus et des territoires, tout en soulignant la nécessité d'une réorientation des modes de vie fondés sur l'urbanisation, la mobilité et la surconsommation à outrance.

" Au total, nous assistons à une double déroute. Celle de la démocratie face aux régimes autoritaires, et celle de l'Occident "

Même s'il est encore tôt pour en évaluer toutes ses conséquences, cette catastrophe sanitaire inédite emporte des conséquences politiques qui pèseront durablement.

- **L'impuissance des démocraties occidentales.** Venant après l'enchaînement des guerres sans fin qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001 et le krach de 2008, la crise du coronavirus constitue une démonstration supplémentaire de la déliquescence des démocraties occidentales. Elles n'ont tenu compte ni des alertes sur les risques majeurs que les pandémies pouvaient créer pour les citoyens et les nations, ni des trois précédents du SRAS en 2003, de H1N1 en 2009 et du MERS en 2012, tous issus de Chine, ou encore de la tragédie africaine du virus d'Ebola. Contrairement au Japon, à la Corée du sud, à Taïwan ou à Singapour, elles ne se sont pas préparées lorsque la vérité a commencé à apparaître sur la gravité de l'épidémie que les autorités de Chine tentaient de masquer : les dispositifs de gestion de crise ont

été mis en œuvre tardivement et ont montré des lacunes béantes ; les mesures de confinement ont souvent été confuses ; des pénuries majeures d'équipements de protection, de matériel médical et de capacités hospitalières sont apparues ; le recours aux nouvelles technologies a été inexistant, à l'exception notable d'Israël ; le « save qui peut » a été généralisé, chaque nation cherchant son salut dans la fermeture de ses frontières et le protectionnisme, à l'exclusion de toute coopération - sauf en matière de recherche médicale sur les traitements et les vaccins.

Au total, nous assistons à une double déroute. Déroute de la démocratie face aux régimes autoritaires qui - Chine en tête ce qui n'est pas le moindre des paradoxes - se prévalent de leur efficacité dans la gestion du confinement et de leur reprise précoce. Déroute de l'Occident qui acquitte au prix fort la disparition de toute pensée stratégique à long terme, l'absence de capacité de gestion des crises, sa faible résilience face aux chocs, son retard technologique, la perte du sens civique et des valeurs collectives.

- **L'emballement du populisme.** Une nouvelle onde de choc populiste est à prévoir dans les démocraties, au terme d'un étonnant paradoxe. En effet, les dirigeants populistes - de Matteo Salvini à Donald Trump en passant par Narendra Modi ou Jair Bolsonaro - ont fait la démonstration face à la crise sanitaire de leur incompétence et de leur irresponsabilité, s'enfermant dans le déni et refusant toute forme de précaution avant de basculer dans des discours aussi guerriers que vains. Pour autant, le nombre de victimes comme l'impact économique et social de la pandémie se traduisent par une demande irrésistible de sécurité, y compris au détriment de la liberté. La crise sanitaire accélère le basculement des opinions en faveur du repli sur les nations, de la fermeture des frontières, du protectionnisme et de la xénophobie, ouvrant de vastes horizons et de grands espoirs aux dirigeants et aux forces populistes.

" L'Union ne survivra pas si elle se coupe des Etats-membres et de leurs citoyens en témoignant systématiquement de son impuissance à contribuer à la gestion des crises et des risques du XXI^e siècle "

- **Un nouvel échec pour l'Europe.** Après la crise de l'euro, la vague des migrants puis le Brexit, le coronavirus met à nu les failles de l'Union européenne. Du côté des institutions européennes, la Commission a été très lente à se mobiliser au prétexte que la santé relève des Etats, avant de déployer l'arsenal de mesures utilisé en 2008. La BCE, après les premières déclarations désastreuses de Christine Lagarde qui ont failli replonger la crise euro dans la tourmente, s'est ressaisie en mettant en place un programme de soutien des Etats et des entreprises dit PEPP portant sur 750 milliards d'euros. Le signal le plus inquiétant est cependant venu des Etats-membres. D'un côté, l'Italie a été une nouvelle fois abandonnée à elle-même, ne recevant d'aide médicale que de la Chine, de la Russie et de Cuba. De l'autre, les Etats, au lieu de coopérer dans la gestion de la crise sanitaire, ont donné la priorité à la fermeture de leurs frontières et se sont fait concurrence pour acquérir à tout prix du gel hydro-alcoolique, des masques et des respirateurs. L'Allemagne symbolise ce refus de la solidarité européenne, qui a converti la crise en une célébration du modèle allemand et de ses excédents tandis qu'Angela Merkel s'abstenait de toute référence à l'Europe dans son adresse à ses concitoyens. L'Union ne survivra pas si elle se coupe des Etats-membres et de leurs citoyens en témoignant systématiquement de son impuissance à contribuer à la gestion des crises et des risques du XXI^e siècle.

- **La nouvelle guerre froide entre démocratie et régimes autoritaires.** Sur le plan géopolitique, la pandémie accentue les tensions nées de la guerre commerciale et technologique lancée par les Etats-Unis contre la Chine et du démantèlement systématique de l'ordre de 1945 poursuivi par Donald Trump. Au moment même où la coopération serait indispensable pour limiter les effets de la pandémie, de l'effondrement de l'économie et du krach des marchés financiers, les institutions internationales sont à l'arrêt ou déstabilisées, à l'image de l'OMS qui, sous l'influence de la Chine, a totalement failli à sa mission. La confrontation entre les Etats-Unis et la Chine ne cesse de s'étendre à de nouveaux domaines et tourne à la guerre de communication. La Chine met à profit la sortie progressive du confinement et la reprise de l'activité pour vanter la supériorité de son modèle autoritaire. Les Etats-Unis dénoncent la responsabilité de Pékin dans la propagation planétaire du virus pour avoir tenté d'en cacher l'existence. Dans le même temps, les démocraties, telles la Russie de Vladimir Poutine, la Turquie de Recep Erdogan ou l'Arabie Saoudite de Mohammed ben-Salman, tentent de pousser leur avantage en profitant de la paralysie des démocraties, submergées par la crise sanitaire.

Un tournant

Par sa dimension mondiale et par sa violence inouïe pour les hommes et pour les sociétés, l'épidémie de coronavirus marque un tournant. Elle ne permet plus de retour vers le monde d'avant parce qu'elle bouleverse les priorités des nations et des citoyens.

La quête éperdue de sécurité soumettra la liberté politique à rude épreuve, les raisons sanitaires s'ajoutant au désir d'égalité, à la demande de protection économique ou à l'urgence climatique pour légitimer sa limitation, voire sa suppression. Et ce dans la droite ligne des populistes, des tenants de la démocratie illibérale ou des démocraties qui ne masquent plus leurs ambitions de puissance et leur volonté hégémonique.

"La quête éperdue de sécurité soumettra la liberté politique à rude épreuve, les raisons sanitaires s'ajoutant au désir d'égalité, à la demande de protection économique ou à l'urgence climatique pour légitimer sa limitation, voire sa suppression."

Deux issues possibles

L'après coronavirus verra donc s'intensifier l'affrontement politique, stratégique et idéologique autour de la question clé de la liberté. Avec deux issues possibles. Soit la Chine et les démocraties, à l'occasion de la crise, parviennent à convaincre les citoyens des nations libres que l'autoritarisme constitue le seul antidote aux enjeux globaux du XXI^e siècle et le meilleur garant de leur sécurité. Soit les démocraties se ressaisissent pour définir un nouvel équilibre entre Etat et marché, liberté et sécurité, droits individuels et intérêt collectif, résilience des nations et construction d'un ordre international.

Ceci implique de réaliser à chaud les réformes qui auraient dû intervenir à froid, après la chute de l'Union soviétique : renouer un pacte économique, social et citoyen ; utiliser la relance pour rompre avec un capitalisme de rente et de prédation et pour privilégier la production, l'innovation et la transition écologique ; lier effort d'éducation et accélération des nouvelles technologies ; réinvestir dans la sécurité sans sacrifier l'Etat de droit ; restaurer la souveraineté

des nations - c'est à dire leur capacité et celle de leurs citoyens à maîtriser leur destin - tout en repensant l'Europe en tant que puissance et en construisant une nouvelle alliance planétaire des démocraties ne reposant plus sur l'unique réassurance des Etats-Unis.

L'opportunité d'un sursaut

Comme toute crise majeure, la pandémie de coronavirus dissipe les illusions et oblige à regarder le monde tel qu'il est et non tel que nous aimons à le rêver. Elle souligne la vulnérabilité des démocraties et le péril mortel qui naît pour la liberté de leur prise en étau par les démocraties et les djihadistes à l'extérieur, les forces populistes à l'intérieur.

Mais elle peut aussi favoriser leur sursaut car la maladie et le confinement obligent chaque citoyen, chaque entreprise, chaque nation à se remettre profondément en question. Le destin de l'Occident se confond avec la double aventure de la raison et de la liberté. Les citoyens des démocraties s'en sont éloignés pour cultiver les illusions de la fin de l'histoire ou de l'économie de bulles.

Cette terrible épidémie peut être l'occasion pour eux de se réconcilier avec ces valeurs fondamentales, de retrouver foi dans la raison et la liberté ainsi que la volonté de les défendre.

.....

Nicolas Baverez est historien, économiste, et éditorialiste au Point et au Figaro. Derniers ouvrages : *Le Monde selon Tocqueville*, (Tallandier, janvier 2020) et *L'Alerte démocratique* (L'Observatoire, février 2020).